

T 2137 - 708 - 10,00 F  
3792137010003  
07080

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°708 JEUDI 19 MAI 1988 10,00 F

## TONTON AU PAYS DES LIBERAUX

MAI 81:  
DÉFILÉ SUR LA  
PLACE ROSE



MAI 88  
DÉFILÉ D'OUVERTURE  
SUR LA PLACE ROSE



### Editorial

**E**NTRE une gauche vengeresse mais ne voulant pas se l'avouer, une droite déçue mais ne voulant pas trop que ça se voit, un centre toujours mollasson ne sachant pas où se situe véritablement son intérêt, le spectacle de la chose politique nous procure en ce mois de mai un intéressant et fertile terrain de réflexion. Il n'est plus, à l'heure actuelle, question que de la dissolution de l'Assemblée nationale. Un sujet qui, bien entendu, a toujours passionné les anarchistes presque au même titre que la sexualité des extra-terrestres ou les verrues plantaires de madame Soleil. Il n'empêche, que n'ayant pas apporté notre caution au jeu conventionnel des dernières élections présidentielles, nous avons notre mot à dire. Seuls les esprits chafouins s'autorisent à penser qu'ayant joué la carte abstentionniste nous ne devrions plus maintenant que la fermer. C'est toujours trop facile avec ce genre de raisonnement démocrate un peu frileux. C'est précisément parce que nous refusons en bloc ce système, que nous sommes les seuls à clairement affirmer que c'est être aveugle que de revendiquer l'égalité des droits par les urnes, que précisément la spécificité des idées anarchistes doit se faire entendre. La perspective de prochaines législatives nous permet d'ores et déjà de réaffirmer notre profond mépris pour les institutions étatiques, notre profonde aversion pour tout ce qui porte une quelconque responsabilité dans cette partie où le gagnant est celui qui triche le mieux. Mais au bout du compte ce seront toujours les mêmes qui, de toute façon, devront cracher au bassinnet démocrate. La légitimité ne reste finalement qu'au plus persuasif quel que soit son programme ou son absence de programme. La société du spectacle est avancée et les places sont loin d'être gratuites. Autant prendre une banque pour un bureau de bienfaisance ou la démocratie pour une dame patronnesse.

F°P. 2520

## communiqués éditions

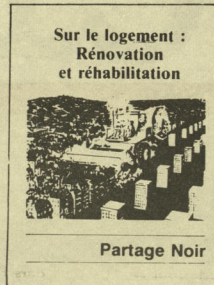
## • POSTER

Le groupe Emma-Goldman a réédité le poster : « Vivement demain », de format 45 x 64, sur papier glacé. Prix : 10 F l'unité (plus 7 F de frais de port, avec envoi sous tube ; 80 F les dix, port compris). Les commandes sont à adresser à : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux (chèque sans ordre).



## • « BROCHURE »

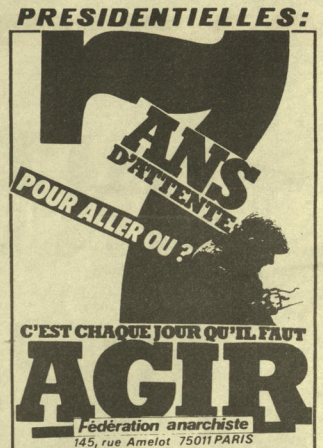
Une brochure « Sur le logement » vient de paraître. Celle-ci s'inscrit dans une série de publications du groupe Flores-Magón sur le thème du logement : « Les locataires et la loi Méhaignerie » (épuisée) ; « Rénovation et réhabilitation » ; « Les libertaires et le logement » (à paraître). « Rénovation et réhabilitation » est une réflexion argumentée sur un aspect de la politique du logement dans les grandes villes.



## éditions

## • AFFICHES

Deux nouvelles affiches viennent de paraître. Elles sont disponibles à la librairie du Monde libertaire aux prix de 5 F l'unité ; de 1,20 F à partir de 10 exemplaires ; et de 1 F à partir de 50 exemplaires.



## Cours sur l'anarchisme

La commission propagande lance une nouvelle série de cours de formation, les mardis à 20 h 30 au 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Abbesses).

- Le 24 mai : « L'anarchisme et le monde du travail ». Méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe.
- Le 31 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires ». L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire.
- Le 7 juin : « Comment lutter et comment s'organiser aujourd'hui ? »

## • « CONTRE VENTS ET MARÉES »

« Contre vents et marées », journal d'humeur anarchiste de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Chambéry est sorti. Numéro spécial de 12 pages, il est possible de se le procurer en écrivant à « Contre courants », La Ladrère, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (le prix est de 5 F le numéro et de 50 F l'abonnement pour un an).



## • CHERBOURG

Le groupe de la Fédération anarchiste de Cherbourg renoue avec la tradition de ses ancêtres et a décidé de rediffuser la revue « Pépins noirs ». Il est possible de se la procurer auprès du groupe.

## Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

## sommaire

PAGE 1 : Editorial — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Economie : Le programme économique de Tonton, Amis lecteurs — PAGE 4, Luites : Prêts pour le troisième tour ?, Manifestation de soutien aux Kanaks, Manifestation en Ardèche, L.E.P. de Montreuil — PAGE 5, Social : Licenciement politique à Lesieur — PAGE 6 ET 7, Dossier : Mai 68, interview de Jean-Pierre Duteuil — PAGE 8, Société : Une histoire de « fous », Radio-Libertaire en procès, Dijon, Marseille — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Portugal, Revue de presse — PAGE 10, Archives : François-Charles Carpentier — PAGE 11, Expressions : Programmes de Radio-Libertaire, Art naïf, « Pistes », Cinéma, B.D., Fanzine — PAGE 12, Politique : Perspectives politiques, Un Rocard sinon rien !



**Abonnez vous !**

## LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n <sup>o</sup>	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n <sup>o</sup>	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n <sup>o</sup>	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n <sup>o</sup>	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n<sup>o</sup>.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien  
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n<sup>o</sup> 55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44.149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## communiqués

## • TOULON

En raison de la fermeture provisoire du cinéma Utopia, la semaine du cinéma libertaire est annulée.

## • LILLE

Le groupe Benoît-Brouchoux vous propose samedi 14 mai, de 15 à 19 heures, une rencontre-débat avec Vladimir Borissov, représentant à l'étranger du S.M.O.T. (syndicat libre d'U.R.S.S.). Cette rencontre aura lieu au Centre culturel libertaire de Lille, 1-2, rue Denis-Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Nous vous rappelons d'autre part que le centre culturel est une structure de réflexion et d'intervention libertaire (au service des mouvements sociaux), que sa bibliothèque compte actuellement plus de 700 titres et que des permanences sont organisées tous les mardis, de 19 à 20 h, et tous les samedis, de 15 à 19 h.

## • LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux (tous les vendredis de 21 à 23 heures sur Radio-Campus), sera consacrée à Mai 68 (interviews, témoignages et analyses de J. Lesage de la Haye, M. Joyeux, J.-P. Duteuil, etc.) les 20 et 28 mai prochains.

## • LILLE

Le groupe Benoît-Brouchoux vous propose samedi 14 mai, de 15 à 19 heures, une rencontre-débat avec Vladimir Borissov, représentant à l'étranger du S.M.O.T. (syndicat libre d'U.R.S.S.). Cette rencontre aura lieu au Centre culturel libertaire de Lille, 1-2, rue Denis-Péage, métro Fives (tél. : 20.47.62.65). Nous vous rappelons d'autre part que le centre culturel est une structure de réflexion et d'intervention libertaire (au service des mouvements sociaux), que sa bibliothèque compte actuellement plus de 700 titres et que des permanences sont organisées tous les mardis, de 19 à 20 h, et tous les samedis, de 15 à 19 h.

## • NANTES

Le groupe de Nantes organise une émission de radio de 11 h 30 à 12 h 30 sur Radio Alternantes (97.5 MHz) tous les samedis matin.

## • CHAMBÉRY

La liaison de la Fédération anarchiste de Chambéry propose à tous les lecteurs du « Monde libertaire » en Savoie de prendre contact avec elle par l'intermédiaire du secrétariat aux Relations intérieures.

## • « LA TORCHE »

Le numéro 10 du journal « La Torche », édité en collaboration avec le groupe de la Fédération anarchiste de Moulins (Allier), vient de paraître. Il est disponible au prix de 7 F, à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : A.C.L., B.P. 49, 03402 Yzeure cedex. Au sommaire : élections, militarisme, société, cléricalisme, une nouvelle et des informations diverses... Les personnes désirant recevoir un spécimen gratuit à l'occasion de la prochaine parution peuvent se faire connaître. Le groupe de Moulins de la Fédération anarchiste invite par ailleurs les lecteurs du « Monde libertaire » dans l'Allier ou les départements voisins à entrer en contact avec lui, si ce n'est déjà fait.

## • « IDÉES NOIRES »

Le groupe Emma-Goldman vient d'éditer le n<sup>o</sup> 2 de sa revue « Idées noires ». Il est possible de se la procurer contre 4 timbres à l'adresse suivante : Groupe Emma-Goldman, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

## • « COMMUNE LIBERTAIRE »

Le groupe Louise-Michel a édité un nouveau numéro de sa feuille « Commune libertaire ». Au sommaire : agir au lieu d'élire, les écoles du 18<sup>e</sup> au régime, être S.I.V.P. chez Chausson. Le journal est gratuit et disponible au local du groupe, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

## • AUTOCOLLANT

Le groupe « Humeurs Noires » vient d'éditer un autocollant « Louise Michel » (couleur mauve et noire). On peut se le procurer pour 1 F l'unité en-dessous de 10 exemplaires ; 0,80 F l'unité entre 10 et 50 exemplaires ; 0,50 F l'unité au-dessus de 50 exemplaires.

## • ÉDITIONS

Le Centre culturel libertaire de Lille vient de publier un condensé de la bande dessinée consacrée à Benoît Brouchoux et réalisée en 1980 par Phil et Lallens. Ce condensé d'une quarantaine de pages est disponible au C.C.L., 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (20 F + 12 F de port). D'autre part, le premier numéro de « Pistes » (dossiers thématiques réalisés par le groupe Benoît-Brouchoux) rassemble une vingtaine d'articles consacrés à l'éducation (pédagogies libertaires, luttes anti-hiérarchiques, échec scolaire...). Il est disponible au C.C.L. (25 F + 15 F de port). Enfin, deux autocollants ont été tirés. Le premier porte sur le C.C.L. (« Au service de l'alternative... Le Centre culturel libertaire de Lille ! ») et le second sur le groupe Benoît-Brouchoux de la Fédération anarchiste. Ces autocollants, tous deux illustrés, sont disponibles au C.C.L.

## • « ALTERNATIVE LIBERTAIRE »

« Alternative libertaire » n<sup>o</sup> 15, journal local édité par le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste est paru. On peut se le procurer contre 4,40 F en timbres, ou s'abonner (30 F les 4 numéros) à l'adresse suivante : Groupe F.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers (chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.).

## Souscription

Les éditions du Monde libertaire vont faire paraître, fin mai, le tome II des « Souvenirs d'un anarchiste » de Maurice Joyeux. Le prix de souscription de l'ouvrage est fixé à 100 F. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Didier Roy, et à envoyer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



MITTERRAND

« Vive le capitalisme ! »

LE Tonton nouveau est arrivé. Il ne fera pas reculer d'un pouce l'ordre capitaliste. Qui d'ailleurs aurait encore pu y croire ? Les thèmes centraux de sa campagne, ceux de « La France unie » ou de « la paix, la cohésion, l'ordre social préservés », reprennent très scrupuleusement les vieilles ritournelles libérales : patrons et salariés voguent tous ensemble sur le même navire, et doivent se serrer les coudes pour affronter les tempêtes de la concurrence internationale et de la guerre économique.

Le premier septennat

Rappelons-nous tout de même que les campagnes Debré et Garraud, en 1981, fonctionnaient sur des principes identiques. L'extorsion de la plus-value, la dictature patronale dans l'entreprise, tout cela, voyons, n'existe pas !

Le premier septennat Mitterrand fut celui de la soumission totale au capitalisme et à la division internationale du travail. Comment oublier ces plans d'austérité successifs, débouchant à chaque fois sur une hausse des profits, de nouvelles compressions de pouvoir d'achat pour les salariés, et un accroissement massif du chômage ? Comment effacer ces capitulations absolues face au C.N.P.F. que constituèrent les négociations successives de l'Unedic, en 1982, 1984, 1986, et qui, en réduisant le volume et la durée des allocations-chômage, ont solidifié pour longtemps la « nouvelle » pauvreté ?

Début 1986, le projet Delebarre a ouvert la voie au très réactionnaire plan Séguin d'aménagement du travail, qui mena au travail de nuit des femmes, à l'autorisation du travail dominical, à la démultiplication des trois-huit, au contournement des heures sup, etc.

De 1981 à 1986, Mitterrand aura finalement réussi là où Barre et Giscard avaient échoué : développer, quel que soit le coût social, un large plan de restructurations industrielles (dans la sidérurgie et l'automobile notamment) en muselant toute opposition syndicale d'envergure. Merci Jacques Chérèque, ex-n° 2 de la C.F.D.T. et préfet de Lorraine sous l'Etat-P.S. ! Parallèlement, pariant totalement sur la division internationale et capitaliste du

patronat un excellent moyen de contourner le S.M.I.C. Séguin, bien sûr, s'engouffrera dans cette brèche en démultipliant les S.I.V.P.

Le premier septennat Mitterrand raconte ainsi l'histoire d'un long renoncement à toute perspective de réformes sociales, alors même que sous Bérégozov les profits réalisés à la Bourse de Paris explosaient. Si bien que la « génération Mitterrand », en exaltant en permanence les valeurs (et la rentabilité) de l'entreprise capitaliste fut aussi celle de Dallas, Dynastie, Berlusconi et Tapie. Que nous promet mainte-

cadeaux incessants faits aux plus fortunés par le gouvernement Chirac.

Par ailleurs, le président l'a explicitement répété dans sa Lettre à tous les Français : les privatisations ne seront pas remises en cause. Une fois encore, l'idéologie libérale se voit très clairement légitimée. Alors, bien sûr, les puissantes divisions des banques et compagnies d'assurance encore sous la coupe de l'Etat prendront davantage de participations dans le capital des privatisées, pour faire contre-poids aux nouveaux durs balladurien et ultra-réactionnaires. Mais cela ne chan-

répètent tous les responsables mitterrandistes.

Pendant ce temps, les profits continueront d'augmenter. Remarquons tout de même (à la suite du Monde du 10 mai 1988) qu'en 1987, malgré le krach boursier, les bénéfices du secteur bancaire furent extrêmement considérables : plus 22% pour le Crédit Lyonnais, plus 23% pour Paribas et le C.C.F., plus 39% pour l'Européenne de Banque par exemple...

Reste, à l'intérieur du programme mitterrandiste, perdues parmi cet océan d'immobilisme et

comme feint de le croire le « nouveau » président. Le Conseil économique et social, dans son rapport de février 1987, en dénombreait deux millions. Et d'autre part, il est aujourd'hui absolument impossible de vivre avec 2 000 F par mois. C'est au minimum un « revenu de sauvetage » égal au S.M.I.C. qu'il faut assurer aux deux millions de pauvres. Et, fondamentalement, par un plan de sauvetage global et décentralisé, intégrant des actions en faveur du logement, de la santé, de la scolarisation, de la formation et de la réinsertion professionnelle, c'est aux racines même de la pauvreté qu'il faut s'attaquer au lieu de colmater à la va-vite ses effets les plus criants.

C'est une politique de réduction massive du temps de travail sans perte de pouvoir d'achat pour les salariés, qu'il faut imposer, pour assurer à chacun le droit au travail, à un revenu et un niveau de vie décentes. On ne le mènera pas sans fondamentalement remettre en cause l'exploitation capitaliste. Et au lieu de s'orienter dans cette direction, le « revenu minimum d'insertion » à 2 000 F va solidifier la dualisation du marché du travail, l'exclusion à tout jamais de pans entiers de la population et le contrôle étatique de celle-ci. Il va contribuer comme les T.U.C. et les S.I.V.P. à contourner le S.M.I.C. et à permettre au patronat de licencier en toute bonne conscience, à tour de bras, et sans aucun plan social. Mitterrand nous promet enfin le rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes, c'est-à-dire sur les patrimoines dépassant 4 millions de francs. Il devrait au mieux rapporter 6 milliards de francs, ce qui est absolument dérisoire.

La seule T.V.A. en effet, impôt extrêmement inégalitaire puisqu'il touche de la même façon tous les ménages, quels que soient leurs revenus, rapporte 600 milliards de francs. Mais surtout, cet impôt sur les grandes fortunes s'appliquera sur un patrimoine exonéré des œuvres d'art et des instruments de production possédés. Autant dire qu'il n'a objectivement aucun sens. Ou plutôt, il est essentiellement symbolique : il vise à faire croire que l'on s'en prend au patronat, alors que toutes les mesures adoptées au contraire conforte sa domination. C'est grâce à cette poudre aux yeux pourtant que l'on remporte une élection. Mais quand est-ce qu'enfin, ce fameux « peuple de gauche » se réveillera pour agir sans ces intermédiaires qui toujours l'ont trahi ?

Willy PELLETIER



nant l'après-8 mai 1988 ? Le programme économique du nouvel élu continue tout simplement à faire dans le néo-barrisme.

La légitimation du gouvernement Chirac

Jacques Chirac fut bien le troisième Premier ministre du septennat écoulé. Mitterrand II s'y soumet

tra strictement rien au statut privé des entreprises considérées. Et, de fait, la loi sur la démocratisation du secteur public adoptée en 1982, qui améliorerait très légèrement le sort des salariés dans les entreprises nationales est ici, à tout jamais, effacée.

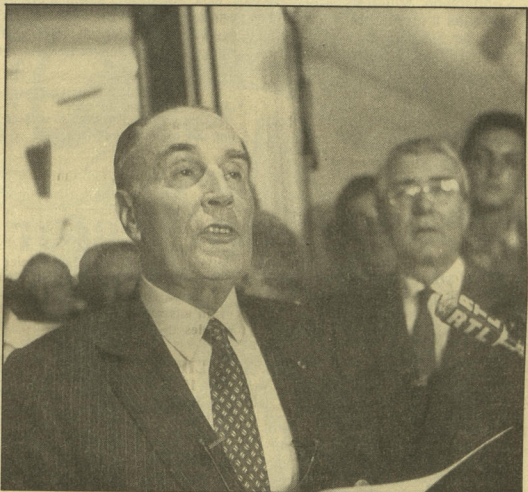
Autre soumission symbolique du nouveau pouvoir mitterrandien à l'ordre chiracoquin et libéral : il n'est absolument pas question de rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Comment s'en étonner ? Dans la mesure où l'objectif des socialistes demeure avant tout l'intégration au grand marché unique européen de 1992, la dérégulation devient le moyen privilégié pour attirer ou retenir les entreprises. Car, ne nous y trompons pas, cette Europe de 1992 tant chantée par Mitterrand va générer dans les années à venir une harmonisation par le bas des législations sociales des pays membres de la C.E.E. : pour appâter les firmes par des profits toujours croissants, il faudra bien évidemment rivaliser avec la législation Thatcher. Cela signifie une augmentation de la précarité pour les salariés. Rien d'étonnant donc à ce que les T.U.C. comme les S.I.V.P. soient tout naturellement repris à leur compte par les socialistes pour gérer un traitement social du chômage qu'on envisage explicitement d'accentuer.

En matière de politique des revenus, là encore, la tendance est au calme plat. Les socialistes nouvellement élus nous garantissent simplement que l'on ne touchera pas au S.M.I.C. (pourtant dévalorisé de fait par les T.U.C. et S.I.V.P.) alors que le C.N.P.F. envisageait de l'annualiser. Mais en aucun cas, la nouvelle équipe dirigeante ne projette un quelconque accroissement du salaire minimum. Pour les rémunérations de la Fonction publique, la rigueur demeurera inflexible,

de soumission à l'ordre capitaliste, quelques mesurées sociales. Il fallait bien mobiliser malgré tout les colleurs d'affiches du P.S. Mitterrand promet alors un « revenu minimum d'insertion » pour les 4 à 500 000 personnes les plus déshéritées, en leur faisant bénéficier de 2 000 F pour une personne seule, 3 000 F pour un ménage, et 600 F supplémentaires par enfant. Voilà donc où en est réduit le socialisme français !

Des mesurées symboliques ou dangereuses

Tout d'abord, les individus en état de pauvreté ne sont pas 500 000



travail, les firmes nationales (Renault en Espagne notamment) jouaient à fond la délocalisation de la production, la recherche perpétuelle d'une main-d'œuvre docile et bon marché. Le chômage s'élevait à des niveaux jusqu'alors jamais atteints. Qu'à cela ne tienne, les socialistes inventent les T.U.C., ces emplois précaires, sous-payés, à temps partiel, qui furent pour le

et en prend acte. C'est ainsi que le taux maximal de l'impôt sur le revenu ramené par Edouard Balladur de 65% à 56,8% ne sera pas réaiguë. Or l'impôt sur le revenu, parce qu'il est progressif, est le seul impôt redistributif du système fiscal français. Ne pas augmenter le taux d'imposition pour les tranches maximales de revenu revient, en clair, à entériner les

Amis lecteurs

Le système d'abonnement pour 5 numéros à 35 F mis en place il y a deux mois porte ses fruits. Vous êtes de plus en plus nombreux à le choisir afin de découvrir le Monde libertaire avant de vous y abonner... définitivement ! Nous avons aussi reçu quelques demandes d'abonnements à 50% provenant de chômeurs ou de taulards. Même à ce prix-là, certains auront du mal à trouver les 85 F ou les 145 F nécessaires... Alors si vous connaissez dans votre entourage des gens qui aimeraient lire le Monde libertaire mais qui n'en ont pas les moyens, qu'attendez-vous pour les abonner ? Histoire de montrer que la solidarité n'est pas un vain mot et que les anarchistes savent la pratiquer dans la mesure de leurs (modestes) moyens !

Voici pour le mois d'avril la liste des souscriptions au Monde libertaire, autre forme de soutien à notre journal. Nous acceptons absolument tout : C.C.P., chèques bancaires, liquide... Qu'on se le dise !

Les administrateurs

Patrice SCHILLER (50 F) ; R. LE RALLIC (50 F) ; P. CAPPOEN (50 F) ; BARDON (60 F) ; SAPPJA (60 F) ; J.-J. MARTIN (60 F) ; V. GEORGES (60 F) ; MAZUREL (210 F) ; E. PIERRON (60 F) ; F. CASASOPRANA (60 F) ; MATEOS (60 F) ; D. LEGRAND (50 F) ; PORRE (60 F) ; Louis VITROC (60 F) ; Anonyme (100 F) ; LAVAL-LERY (35 F) ; N. TRUMEL (60 F) ; F. WINTER (60 F) ; FOSSE (60 F) ; Y. GEORGES (20 F) ; J. MUNNIER (100 F) ; J.-F. LACROIX (60 F)

Total : 1 445,00 F  
Total depuis janvier 1988 : 9 324,00 F

SUR LE TERRAIN...

## Prêts pour le troisième tour ?

**L'**ACTUALITÉ de ces derniers jours est largement dominée par le choix des zèbres qui vont siéger au gouvernement. Pourtant ce n'est pas ce remue-ménage étatique qui a su faire baisser la tension sociale. Profitant de ce que les médias sont focalisés sur Matignon et l'Elysée, des mauvais coups ont été avancés tels des pièces sur l'échiquier.

## Pas de trêve sociale

Ainsi, une procédure de licenciement a été engagée contre deux délégués C.G.T. de la S.N.E.C.M.A. de Gennevilliers. Maurice Cellier, délégué syndical et secrétaire du syndicat C.G.T. de l'usine, et Pierre Pierre, élu au comité d'entreprise et secrétaire du comité d'hygiène et de sécurité, ont reçu le vendredi 13 mai une lettre de la direction qui leur apprenait qu'une procédure de licenciement à leur encontre était envisagée.

Les faits reprochés ? Le vendredi 6 mai dernier ils auraient occupé le poste central de garde et empêché le chef du personnel d'entrer. On sait déjà que rester les mains dans les poches en travers de la porte d'un bureau directorial est assimilé par certains à une séquestration !

Les déclarations récentes de M. Dominique Chatillon (président de l'Association française des banques), au sujet des services financiers de la poste, ont suscité la réaction vigoureuse de la fédération

C.F.D.T. des P.T.T., qui voit là « la fermeture de plus de dix mille bureaux de poste... un retour à une situation financière désastreuse... », l'échéance de 1992 conjuguée avec la privatisation de tout le « public juteux » ?

Le tribunal d'Aix-en-Provence a ordonné, le vendredi 13 mai, pour « entrave à la liberté du travail », à 15 mineurs d'évacuer le carreau de la mine de Gardanne (Bouches-du-Rhône), sur l'assignation de la direction des Houillères de Provence. On les condamnait aussi à une astreinte de 1 000 F par jour « s'ils ne quittent pas les lieux sans délai ». Résultat ? Plus de cinquante nouveaux grévistes ont décidé, dans la nuit du 13 mai, d'occuper le fond de la mine pour forcer la direction à ouvrir les négociations.

Les exemples ne manquent pas pour montrer à la fois qu'il n'y a ni trêve sociale ni état de grâce. C'est vrai sur le terrain, c'est vrai aussi dans les états-majors syndicaux. Du « il faut qu'on lâche du lest sur les salaires et qu'on le fasse vite » d'André Bergeron au « il est hautement souhaitable qu'il n'y ait pas d'état de grâce après le 8 mai » de Louis Viannet, il ne manque que le silence embarrassé de la C.F.D.T. (1).

Jusqu'ici seule la C.G.T., selon sa tactique habituelle, a pris date le 26 mai où elle invite à une grève de 24 heures. Cela est dans l'ordre des choses, mais est-ce suffisant ?



La nouvelle équipe gouvernementale n'a encore fait aucune déclaration sur le plan social. J'ai tout juste en tête Rocard déclarant qu'il y avait en France des « travailleurs compétents » associés à des entrepreneurs qui « allaient de l'avant ». Pourtant le staff Mitterrand sait que la partie sera dure à jouer... L'heure n'est plus à l'après-1981 où le conglomérat politico-syndical français croyait le socialisme arrivé. Plus de lutte de classes, le jour de gloire était là !

## Les « modernistes »

Il y a au gouvernement actuel (on vous épargnera les détails...) des

personnages qui ont jeté leur gourme dans leur jeunesse et ont maintenant une idée bien précise du socialisme à la française. Ce n'est pas la nôtre. Pour eux plus de classes sociales, plus de patrons, rien qu'une uniformité élitiste, sorte de nouveau siècle des lumières à la saurce européenne de 1992.

Le discours que nous avons entendu il y a quelque temps, traitant de « diplodocus » tous ceux qui se réclamaient de la lutte des classes, leur demandant de « sortir de leurs sarcophages », va se généraliser. Vingt ans après 1968, on montre à travers les médias ceux qui

se sont rangés et ont fait carrière, pas ceux qui se sont battus et se battent encore (2).

Il n'empêche, le droit de grève n'a pas été aboli... A nous de leur montrer la réalité sociale du troisième tour ».

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

(1) A la suite des manifestations parisiennes du 1<sup>er</sup> Mai, la direction confédérale C.F.D.T. n'a toujours pas avalé l'élan unitaire. D'où une prudence calculée dans les déclarations pour ne pas risquer d'être comparée à la C.G.T.

(2) Sauf, bien sûr, chaque semaine dans le Monde libertaire et chaque samedi à « Chronique syndicale » !

## ARDÈCHE

## Non au racisme !

**A** l'appel de la Fédération anarchiste et des comités Juquin, une manifestation contre le racisme et le fascisme s'est tenue à Largentièrre (sous-préfecture de l'Ardeche) le 1<sup>er</sup> mai à 10 h. Deux cents personnes ont répondu à cet appel, ce qui par rapport à la manifestation de Privas sur le même thème (Monde libertaire n° 703 du 14 avril), et vu l'importance de Largentièrre (3 000 habitants), constitue une importante manifestation.

Pas d'incident notable à relever, si ce n'est le comportement étrange des juquistes qui voulaient nous empêcher de déployer nos banderoles, requête que bien entendu nous

n'avons pas prise en compte (merci « camarade », la tolérance ça s'apprend !). Cette manifestation entre les deux tours des présidentielles aura-t-elle fait comprendre à certains que ce n'est pas par les urnes que l'on combat efficacement le fascisme, mais au contraire en se mobilisant et en descendant dans la rue pour imposer notre opposition à toute forme d'intolérance et d'exclusion. Certes, ce n'est pas une mince affaire, mais ce combat de longue haleine doit être mené continuellement pour terrasser les bêtes immondes que sont le racisme et le fascisme.

Groupe F.A. d'Aubenas

## MONTREUIL

## Privé de formation

Une section de seize élèves de 2<sup>e</sup> année C.A.P. (ils doivent passer leur diplôme en juin 1989) est chassée de l'établissement du lycée professionnel E. Cotton pour la prochaine rentrée scolaire. On leur propose de terminer leur formation professionnelle « ailleurs » ! L'administration a choisi de livrer une partie des locaux de ce lycée public à une association privée de professionnels de la restauration, Avenir et promotion de la restauration en Seine-Saint-Denis, pour créer un centre de formation pour apprentis (C.F.A.) de cuisiniers et de serveurs, dont l'ouverture est prévue en septembre 1988.

Ce projet fait fi de la mission d'enseignement, il exclut des élèves en cours de formation et prive ceux des autres classes de six salles de cours. Et peut-être que d'autres suppressions de classes sont envisagées ? Autre scandale, le financement : les travaux pour l'aménagement des locaux destinés au C.F.A. s'élèvent à deux millions quatre cent mille francs. Qui paie ? Les professionnels ? Non, les fonds publics. C'est la région Ile-de-France qui, sur son budget « Equipement de la formation professionnelle », prélève cette somme au titre de l'exercice 1988, le solde ultérieurement : autant qui ne sera pas attribué à l'enseignement public pour la rénovation de son matériel.

Le L.P.E. Cotton était déjà soumis à une austérité renforcée : budget insuffisant, moyens de fonctionnement restreints, exiguité et insuffisance des salles de cours... Qu'en sera-t-il à la rentrée 1988 ? Si ce projet est maintenu, c'est l'asphyxie et la disparition à moyen terme de sections de formation initiale au L.P.E. Cotton de Montreuil, quand on sait que 1 700 jeunes de Seine-Saint-Denis qui en avaient fait la demande n'ont pas trouvé de place en lycée professionnel à la rentrée 1987. Bien-tôt, on pourra en ajouter 500.

P.R.

## 8 MAI

## Fausses notes...

**D**IMANCHE 8 mai, 20 h, François Mitterrand est élu. Concert de klaxons dans les rues de Paris : les automobilistes convergent vers la place de la République où tout a déjà été préparé depuis quelques heures par des politiciens prévoyants et rodés par les fêtes de S.O.S.-Racisme.

Très rapidement la place est noire de monde. Le public est bon enfant, l'ambiance est à la victoire suivant un « match de foot » important. Le bon peuple de France chante « on a gagné » sur l'air des lampions, les drapeaux bleu-blanc-rouge fleurissent, quelques pétards éclatent. Dans un coin de la place, un drapeau kanak tranche par ses couleurs. Au pied de deux ou trois banderoles de l'A.I.S.D.P.K. (1), une poignée de militants distribuent des tracts pour la manifestation de mardi suivant, sans vraiment partager l'allégresse qu'il est de bon ton d'afficher ce soir-là.

Les libertaires, venus en observateurs, rejoignent aussitôt le petit groupe symbolisant si bien ce qui pourrait être la mauvaise conscience de la « soft idéologie » en vogue (à supposer qu'elle en ait une). « F.L.N.K.S. solidarité », « Indépendance pour Kanaky », « Troupes françaises hors de Kanaky » sont repris en chœur sous les banderoles qui commencent à fendre la foule. Tout en recueillant bon nombre d'applaudissements, mais aussi quelques regards ahuris, la manifestation ainsi née gagne de l'ampleur et

perturbe quelque peu l'exhibition de Danielle Mitterrand et des chanteurs venus amuser la « génération Mitterrand ». Après quelques tours de place, ce sont plus de six cent personnes qui vont défiler jusqu'à la Bastille pour appeler au « nouveau » président élu les revendications du peuple kanak.

Les posters grandeur nature du président, voulant s'introduire

dans le cortège, y sont mal accueillis et n'y restent pas longtemps. Quant aux fameux militants de L.C.R. encadrant, selon la presse, cette manifestation, ils n'ont pas été beaucoup vus par les libertaires participant activement au service d'ordre.

PIERRE-YVES

(1) Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak.

## Opération Victor

**S** peu de Parisiens avaient répondu présent au métro Charonne le samedi 7 mai (cf. Monde libertaire n° 707), la réélection encore toute fraîche de François Mitterrand et l'immense espoir de paix, d'amour, de socialisme et de statu quo (rayez les mentions inutiles !) suscitée ont probablement joué, car le mardi 10 mai c'est environ 10 000 personnes qui ont manifesté une nouvelle fois contre l'envoi de l'armée française en Nouvelle-Calédonie. Il est vrai que ce soir-là la flicaille était discrète. La presse et les télévisions également qui n'en ont quasiment pas rendu compte.

Pendant plus de deux heures, les Parisiens ont pourtant pu voir défilé de nombreuses associations, organisations politiques et quelques syndicats.

Pêle-mêle, figuraient des représentants du F.L.N.K.S. en France,

la L.C.R., le P.S.U. et leurs comités Juquin-Lapin, L.O., l'U.T.C.L., la F.A., le syndicat des correcteurs C.G.T., la C.F.D.T., la C.N.T.F., le M.R.A.P., la L.D.H., l'U.E.C. (le P.C.F. tout occupé à se « ressourcer » avait envoyé ses forces vives !), l'U.N.E.F.-I.D... Cette dernière remporte la palme pour avoir quitté la cortège à mi-parcours, choquée par certains slogans anti-présidentiels (comment peut-on ne pas être socialiste, Charles-Henri ?). Heureusement que les militants du P.S. n'étaient pas là ! Dommage, ils auraient remarqué le succès des slogans de la F.A. auprès de nombreux immigrés quand ses sympathisants ont rappelé le rôle de l'armée française qui n'a guère changé depuis la guerre d'Algérie. Combien de morts, l'opération Victor, général Vidal ?

C.B.

LIBERTÉ DANS L'ENTREPRISE

Licenciement politique à Lesieur

UNE petite boîte peinarde de la banlieue parisienne, où chaque jour 180 ouvriers vont claquer leur vie à rentabiliser les investissements de quelques actionnaires. Pour la moitié, ils sont immigrés, ceux-là cantonnés dans les postes d'O.S., tandis que les Français fournissent le personnel administratif, les techniciens, l'encadrement et complètent les rangs ouvriers. Il n'y a qu'un syndicat dans l'établissement, F.O., mais il se fait si bien oublier qu'il m'a fallu attendre un an avant d'apprendre son existence. Il se résume en la personne du délégué syndical, renforcé par les syndiqués : le sous-directeur et deux agents de maîtrise. Cette usine était un établissement du groupe Lesieur (marchand d'huile entre autres), voué à la production de l'eau de Javel Lacroix.

Cet dans cet établissement que j'ai échoué en 1983 en tant qu'intérimaire (les contractuels représentent un tiers à la moitié des effectifs selon les périodes). Je suis embauché en avril 1984, après six mois d'intérim et trois mois de C.D.D. (contrat à durée déterminée). Un an plus tard, je suis élu délégué du personnel sur la liste F.O. (pas de lézard, y avait de la place et il suffisait de se présenter pour être élu). Les contacts avec la direction sont tout de suite tendus, et il ne font qu'empirer au fil du temps. Elle n'apprécie guère que l'on porte quelque appréciation que ce soit sur ses décisions, d'autant plus quand elles sont critiques.

Et voilà le bât qui blesse

Un an plus tard, en 1986, paraît un bulletin réalisé conjointement avec un militant de Lutte ouvrière. Franchement, ce bulletin est très mal reçu. La direction y voit ses décisions, ses pratiques et sa poli-

tique soumises à la critique ; et elle est amère... ou acide (ça dépend de qui on parle).

Tout de suite, la direction me soupçonne du mauvais coup sans jamais trouver de preuves. Puis elle se rend compte que cela ne peut se faire tout seul, alors elle s'offre un second suspect en la personne d'un copain réputé, lui aussi, pour sa grande gueule. C'est dans ces conditions que je pars en stage pour un an dans le cadre des congés de formation ouvrière, au mois de septembre 1986. Deux mois plus tard, le copain soupçonné est licencié pour des motifs « bidons » (faits banals, dont il est le seul à en retirer une sanction), avec en toile de fond la sanction pour avoir participé à l'élaboration du bulletin. C'est au cours de cette période que se dessine une opposition au bulletin. Emmenée par le précédent délégué syndical F.O. et le sous-directeur, elle réunit aussi l'actuel délégué syndical F.O. et deux ou trois personnes plus ou moins incisées. Des menaces sont alors proférées à l'encontre du diffuseur du bulletin — la diffusion se faisant à la porte de l'usine.

Pour éviter la concrétisation de ces menaces, le copain licencié et moi-même accompagnons le diffuseur devant l'usine où l'attendait un comité de réception. Pas de violence physique, mais seulement verbale, et tout s'achève en de nouvelles menaces (bastonnades promises par l'ex-délégué syndical de F.O.).

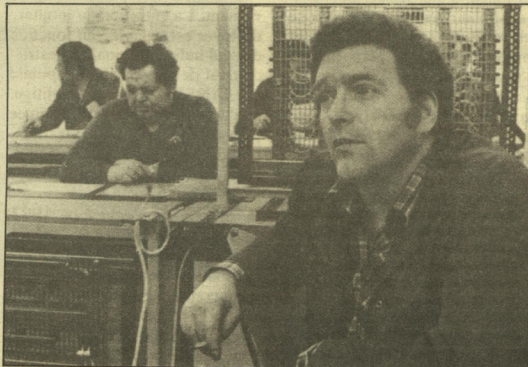
Ne pouvant ainsi réduire le bulletin au silence, la tactique va changer. Au sein de l'usine a lieu une chasse aux sorcières. Chaque article du bulletin est l'occasion pour la direction d'accuser n'importe qui au hasard, dans l'espoir de créer une psychose et de détacher les ouvriers de la feuille perturbatrice. La tactique

fait long feu et, en septembre 1987, le stage achevé, je retourne à l'usine.

La vengeance du docteur Kapitalo

Le chef du personnel, absent à cette époque, n'avait prévenu personne de mon retour qu'il n'avait pas préparé non plus. Je suis donc resté trois semaines sans

les ateliers pour annoncer la nouvelle au plus de monde possible (difficile en 3 x 8, pendant l'équipe de nuit de surcroît). Le délégué syndical F.O. (j'en parle souvent car aux yeux de tous, il représente le syndicat), le délégué donc, m'annonce que suivant les conseils de la direction, il ne m'assistera pas lors de l'entretien (difficile de prendre position plus clairement).



qu'aucun poste ne me soit attribué. Le 18 septembre, dans un moment de désœuvrement, je pars saluer une ouvrière avec qui je travaillais avant mon stage. Le directeur qui « bullait » lui aussi dans le coin, se trouva fort déçu quand il m'eut aperçu. Et usant de toute la puissance de sa voix, il me reprocha ma présence en ce lieu, et me colla un avertissement pour la peine. Pour se faire, il viole sans précaution son propre règlement intérieur (non respect de la procédure d'attribution d'une sanction) et en choppe une maladie qu'il redoutait : une enquête de l'inspection du travail. Car, non seulement la forme n'était pas respectée, mais la sanction elle-même était discriminatoire puisque le fait sanctionné est pratique courante et qu'il n'a jamais occasionné la moindre remarque ni avant ni après cette sanction.

Pour se faire « pardonner », la direction m'offre un contrat de 3 x 8 (un de ces cadeaux qu'il est difficile de refuser). J'ai appris plus tard que la direction espérait mon refus de façon à épuiser rapidement les deux autres postes (pourris de préférence) qu'ils étaient contraints de me proposer, avant de s'offrir mon licenciement.

Puis les choses se sont précipitées, le nouveau responsable de l'atelier s'informa souvent de la qualité de mon travail auprès du chef de la « ligne de production » (la chaîne, quoi !). Mais là, toujours pas de failles !

Or l'heure est grave, dans trois mois voilà les élections de délégués du personnel, et virer un représentant protégé c'est une histoire plus délicate. Alors, pour se prémunir, la direction prend contact avec le délégué syndical F.O. en lui demandant de remplir sa liste de façon à ce que je ne puisse y figurer ; l'accord est immédiatement conclu, comme m'en a informé plus tard ledit délégué au nom de nos « anciennes relations ».

Mais ceci n'est qu'un premier pas et, le 16 novembre 1987, je suis convoqué à un entretien préliminaire à licenciement. Dès réception de la lettre, je parcours

Donc, au cours de cet entretien, j'ai appris les motifs appelés à soutenir mon licenciement (seulement envisagé à ce moment comme y contraient la loi). En voici le texte : « La société est convaincue de votre participation à la divulgation d'études confidentielles, à la diffusion de propos menaçants et injurieux, tant vis-à-vis de la direction que de ses collaborateurs, ainsi que de votre opposition systématique à ses conceptions économiques et financières. (...) Votre attitude et votre comportement sont donc incompatibles avec la bonne marche de l'entreprise. »

Toute la semaine passera en diffusion de pétitions et en distribution de tracts (dans l'usine et dans d'autres établissements de la région, au siège, dans la zone industrielle, dans la commune), pour essayer d'organiser une riposte. Seuls deux ou trois copains sont prêts à réagir, et le vendredi quand je me présente à l'usine, je suis invité à ramasser mes frusques et à déguerpir à jamais (préavis de deux mois payé).

Ainsi, entre l'entretien préalable et le licenciement effectif, trois jours pleins se sont écoulés. Le temps disponible pour activer une réaction n'a pas été suffisant, et à cela viennent s'ajouter d'autres éléments :

- le licenciement a été considéré comme une suite logique de mes prises de position (un militant qui perd une bataille, c'est dans l'ordre des choses) ;
- le stage dont je revenais m'avait offert de nouvelles perspectives, et les gens savaient mon départ proche ;
- le climat de peur qui régnait dans ce milieu d'ouvriers non qualifiés, suite aux menaces de la direction n'a pas facilité la riposte ;
- l'attitude pro-direction du syndicat a constitué un obstacle supplémentaire ;
- l'organisation constituée autour du bulletin était inadaptée face à ce type de situation.

Un mois après, l'union locale C.G.T. de Bonneuil-sur-Marne, après que nous l'ayons informée,

a distribué un tract dénonçant le licenciement... pour finalement réclamer le S.M.I.C. à 6 000 F ! Position électoraliste oblige !

Toutefois, le combat ne s'arrête pas là, s'il n'avait pas été possible de réveiller une réaction sociale, il n'en restait pas moins inadmissible que l'on puisse licencier sous de tels prétextes (ou d'autres, mais ce n'est pas le sujet). J'ai donc écrit à l'inspecteur du travail pour expliquer la situation. Par retour de courrier, il m'envoie les résultats de son analyse des éléments fournis par la direction pour justifier les motifs du licenciement.

Les éléments fournis ne concernent ni moi ni mon comportement ; ce ne sont que des articles extraits du bulletin. Un des articles cités est postérieur à mon licenciement (très fort !). Les autres sont dénaturés et torturés de façon à essayer de les faire coller à la « réalité directoriale », mais sans résultat.

Quant à ma participation au bulletin, la direction affirme elle-même ne pas avoir de preuves, mais seulement des présomptions. « Matez », là aussi c'est très fort ! « Les autres savent que c'est lui » (si, si, c'est écrit...) ; « Il a porté une badge " Je suis anarchiste " » (difficile de prouver par là ma participation à un bulletin trotskiste) ; « Il a participé à une manifestation d'extrême gauche devant l'usine » (c'était mon déplacement devant l'usine pour protéger le diffuseur. Je sais que les manifs des gauchos ne sont pas très populaires, mais trois personnes ça fait quand même léger ! Même la loi martiale autorise les rassemblements jusqu'à cinq personnes.)

Enfin, deux arguments bidons sur le climat à l'usine qui seraient plus sereins depuis mon départ (« confirmé » par le délégué syndical F.O.), ainsi que sur la baisse d'articles dans le bulletin. Il suffit de compter pour s'apercevoir que la moyenne des articles reste stable avant, comme après mon départ. Quant au climat, il est tellement serein qu'une « feuille » acide (elle aussi) est parue début 1988 (un seul numéro, mais musclé !), qu'une liste de délégués du personnel cadres-agents de maîtrise s'est présentée pour la première fois aux élections, et que F.O. — traditionnellement majoritaire — perd la moitié de ses voix aux élections de délégués du personnel et se fait doubler par la C.G.T. qui n'est même pas présente dans cet établissement (seulement dans l'entrepôt situé à 1 km et rattaché à l'usine).

Malgré tous ces points, rien n'est gagné. La direction cherche à faire jouer la « perte de confiance ». Quand on sait le danger que représente cette notion, il reste place pour le doute. Pour illustrer le danger que représente une telle notion, voici une affaire affichée dans les locaux de l'inspection du travail de Champigny-sur-Marne : une entreprise de livraison se fait subtiliser une caisse de vin. Les soupçons se portent sur un chauffeur, mais il n'y a pas de preuves. La direction licencie donc les sept chauffeurs de la tournée pour perte de confiance. Il n'y a pas de faute puisque pas de preuve de la responsabilité du vol, mais il y a sept mecs chômeurs parce qu'un patron a « perdu confiance ». Triste humour !

PATRICK (Gr. de Créteil)



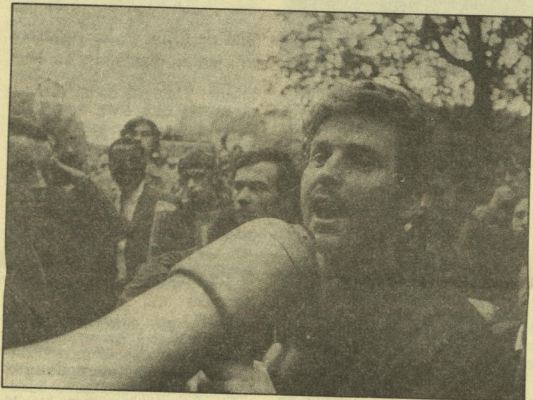
souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

MAI 68

## Interview de Jean-Pierre Duteuil



— « Chronique syndicale » : Jean-Pierre, quand arrive l'année 1968, tu avais quel âge, tu étais où ?  
 — Jean-Pierre Duteuil : J'étais étudiant à Nanterre, j'avais 24 ans et politiquement j'étais au groupement anarchiste de Nanterre et à la revue *Noir et Rouge*.  
 — C.S. : Comment expliques-tu cela : que tu sois déjà organisé politiquement ?  
 — J.-P. D. : J'avais vécu la fin de la guerre d'Algérie au lycée en



participant — à la base — aux derniers mois du Front universitaire antifasciste. J'étais mauvais élève, je n'ai pas eu le bac et je suis parti en Italie où j'ai rencontré des anarchistes italiens. Je me sentais libertaire mais je connaissais assez mal le mouvement libertaire français.

En revenant d'Italie, j'ai fait philo au lycée de Nanterre et en lisant le *Monde libertaire*, j'ai lu une annonce d'une liaison d'étudiants anarchistes qui appelait à une réunion. J'y suis allé : il y avait là une dizaine de personnes dont un gars de Nanterre et on se posait le problème de comment avoir une intervention libertaire sur la fac de Nanterre.

C'est ainsi que nous, les deux de Nanterre, qui ne faisons partie ni de la F.A., ni de *Noir et Rouge*, ni de l'U.G.A.C. (Union des groupes anarchistes communistes) on a décidé avec quelques autres de faire un groupe anarchiste, qui a adhéré à la F.A., sur la fac de Nanterre. On était le groupe anarchiste de Nanterre. A partir de ce moment-là, on a eu une action spécifique sur la fac.

— C.S. : Quel était votre type d'intervention ?

— J.-P. D. : Strictement syndical dans un premier temps. On s'est retrouvé dans l'U.N.E.F., dans la tendance minoritaire et on était minoritaires dans la tendance minoritaire ! On devenait minoritaires partout, c'était insupportable ! On bataillait contre les trotskystes dans cette tendance. On travaillait en particulier sur le contenu des cours.

En 1966, on a quitté la tendance pour faire, à l'intérieur de l'U.N.E.F. une tendance syndicale révolutionnaire fédéraliste pour marquer la différence avec les trotskystes. Très vite, c'est devenu une sorte de groupe politique, au sens large, qui regroupait une trentaine de personnes et qui prenait des initiatives.

Par ailleurs, le groupe anarchiste de la fac de Nanterre très lié à *Noir et Rouge*, à une époque où la F.A. ne reconnaissait pas la lutte des classes, a quitté la F.A. au congrès de Bordeaux de 1966. On a continué en tant que groupe anar sur Nanterre, mais un certain nombre d'entre nous sont rentrés à *Noir et Rouge*.

— C.S. : Et sinon, l'ambiance de Nanterre, c'était comment ?

— J.-P. D. : Nanterre, c'était une nouvelle fac avec 1 000 étudiants seulement. Les gens se connaissaient. C'était une faculté sans environnement urbain : pas de bistrot, pas de cinoche, rien du tout. En plus, cette faculté était située

club, quelqu'un dit : « Si on occupait le bâtiment des filles ? »... et tout le monde y va. Le lendemain matin, les flics arrivent.

C'est un événement complètement spontané qui est survenu complètement en-dehors des groupes politiques. C'est pas une initiative réfléchie comme l'occupation qui aura lieu un an après. Les gens qui ont fait ça sont politisés, mais pas dans les groupes politiques. Je pense que l'ambiance de la cité-U., avec les fascistes d'Occident qui débarquent de temps à autre et contre lesquels juifs et Arabes se retrouvent pour lutter, a joué un rôle.

Le travail préparatoire, ça pourrait être les tracts que nous avions diffusés sur la sexualité, dont un étude plus spécifique de Reich. La J.C.R. travaillait aussi sur ce terrain là. C'était dans l'air du temps. On peut donc dire que l'occupation du bâtiment des filles est liée idéologiquement et culturellement à cette ambiance, mais elle n'est programmée en aucune manière.

— C.S. : Est-ce qu'ensuite, vous avez consciemment dirigé vos activités vers ces gens-là, non organisés, qui avaient occupé le bâtiment des filles ?

— J.-P. D. : C'est difficile de savoir, vingt ans après, si c'était conscient ou pas. Deux mois avant, nous, les gens de la tendance syndicale révolutionnaire fédéraliste de l'U.N.E.F., on s'était emparé du bureau de l'U.N.E.F. et on avait convoqué une réunion publique contre les examens : on montrait en quoi les examens où l'on interdisait de copier, etc., étaient générateurs de névroses sexuelles... Pour nous, c'était une provocation, mais quand on convoque la réunion dans un amphithéâtre : 150 à 200 personnes viennent ! On était complètement stupéfaits !

On voit alors que nos formes d'interventions et le contenu de ce qu'on dit touchent un certain nombre de gens. On voit aussi que la tendance révolutionnaire fédéraliste attire des gens car elle ne fonctionne pas suivant le schéma classique d'un groupe politique, ou suivant une tendance syndicale. Cela préfigure un peu le Mouvement du 22 Mars. On se réunit chaque semaine à la même heure, entre midi et deux heures. Il y a entre 10 et 40 personnes qui passent. C'est le vrai bordel. On se met d'accord sur un type d'intervention, et des sous-groupes se forment pour les réaliser. Il y a une énorme participation des femmes, elles sont majoritaires, elles ne parlent pas publiquement à la tribune mais elles interviennent dans les réunions, relisent les tracts, etc., et cela représente une rupture extraordinaire avec le passé.

Tout cela se passe dans un bordel pas possible, avec l'angoisse des « organisés » — dont moi —, qui ont peur que les choses ne se fassent pas. Et puis, finalement, ça se fait plus ou moins quoi, les trucs.

— C.S. : Et les autres organisations, comment voient-elles cette période-là ?

— J.-P. D. : Très mal, bien que les rapports affectifs nuancent un peu les choses. Certains rigolent de nos initiatives. Celles-ci peuvent consister à prendre l'ascenseur des profs, à ne pas payer au resto-U., ou, le jour de la mort de Che Guevara à nous mettre à genoux en criant « Che-Che-Che Guevarra »... jusqu'à des plaquettes super-sérieuses sur le contenu de l'enseignement et la sociologie. On est des séducteurs. On se dit qu'on est moins organisés

Cette semaine, l'émission « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire et le *Monde libertaire* proposent une interview de Jean-Pierre Duteuil, l'un des instigateurs du Mouvement du 22 Mars. De Nanterre à Saint-Lazare : des pavés à la plage.

Le comité de rédaction

mais qu'on est plus marrants. On drague, on fait des boums, on parle de sexualité.

Les gens nous vivent comme plus sympas. La différence avec les autres groupes, c'est aussi qu'on est plus autonomes : on bosse, on a un logement, on a une vie plus « adulte ». Les autres vivent souvent encore chez leurs parents.

— C.S. : Et toi, là-dedans, tu t'y sens bien ?

— J.-P. D. : Ah oui, pas mal... ça va ! En 1967-1968, des événements plus médiatiques, liés à notre tendance, surviennent. A la suite de l'occupation du bâtiment des filles, 29 étudiants sont menacés de sanctions. L'idée nous vient alors de faire une liste noire. A la fin de l'année scolaire 1967, un prof de sociologie reçoit l'ordre des autorités universitaires de ne pas recevoir dans ses cours tel ou tel étudiant, qui aurait été sur la liste des 29. Il nous le fait savoir et on mène une campagne là-dessus. L'affaire rebondit quand, à la rentrée 1967, on apprend que Dany (Cohn-Bendit) est transféré de Nanterre à ailleurs. Une grande grève démarre alors, regroupant 10 000 à 12 000 étudiants, pendant laquelle les étudiants style cathos de gauche vont jouer un rôle important.



Cette grève va mettre en rapport des tas de gens de tous bords. Les anars interviennent contre le corporatisme, contre les listes noires et contre le contrôle de l'assiduité obligatoire. Après cette grève de novembre 1967, Dany est « maintenu » à Nanterre, mais il reçoit peu après une demande d'expulsion du territoire. En même temps, deux gars proches des situationnistes sont convoqués devant le conseil et menacés d'expulsion de la cité universitaire. Les anars décident alors de faire une manifestation politique à l'intérieur de la fac avec distribution de tracts, etc. Le doyen appelle alors la police.

— C.S. : Comment expliques-tu l'inquiétude de l'administration universitaire à ce moment-là, et sa volonté d'éliminer les « éléments » dont elle pense qu'ils sont responsables de cette situation « explosive » ?

— J.-P. D. : Le doyen de Nanterre, en tant qu'ancien résistant, est plutôt considéré comme quelqu'un de libéral. D'autre part, Nanterre étant une fac expérimentale, les gens qui y travaillent sont plutôt novateurs.

Mais nous, on s'en fout. Les profs sont des profs, point. A l'époque, le monde universitaire vit toujours au Moyen Age, par exemple : une vieille franchise datant du Moyen Age interdit aux flics de pénétrer dans la fac. Il y a des tas de choses très faciles à transgresser : il était interdit de poser des affiches aux murs par exemple. Donc le pouvoir universitaire est complètement décontenancé par ce qui arrive. Il se sent vachement faible. Il n'a pas les moyens de négociation ou d'intégration de ces « violations » répétées des interdits. Il fait donc appel à la force.

Nous, c'est quelque chose qu'on a relativement bien perçu : notre stratégie c'était de provoquer l'autorité pour qu'elle se manifeste. On avait donc prévu l'intervention des flics. Quand ils arrivent, ils se font hacher la gueule et repartent.

C'était quand même la première fois depuis Pétain que des flics pénétraient dans une fac. Pour un ancien résistant, ça la foutait mal. Pour nous, c'était bonnard ! A par-

tir de là, le corps enseignant a éclaté : ils furent incapables de prendre une position commune. Ils s'engueulaient. Le pouvoir était paralysé.

— C.S. : Et après, vous continuez comment ?

— J.-P. D. : On travaille surtout sur la critique du contenu de l'enseignement. On sort un texte qui s'appelle *Pourquoi des sociologues*, qui a beaucoup de succès et qui est tout de suite discuté dans les T.D. Vient alors l'idée du boycottage des examens et le refus de passer les partiels. Ça, c'est porté par les libertaires. Il y a d'autre part tout ce qui tourne autour de l'anti-impérialisme, les manifs contre la guerre du Vietnam, l'arrestation de Langlade de la J.C.R. On occupe alors le bâtiment administratif de la fac. Tout ça, c'est connu.

•••

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

MAI 68

# Interview de Jean-Pierre Duteuil

♦♦♦

— C.S. : Justement, comment se comporte la J.C.R. ?

— J.-P. D. : Sur Nanterre, ce qui est fondamental, c'est le binôme J.C.R.-libertaires, mais dans la J.C.R., il y a des gens qui ne peuvent pas nous saquer. D'autres nous trouvent sympas.

Au moment de l'arrestation de Langlade et de l'occupation du bâtiment administratif, le 22 mars, la J.C.R. n'est pas là. Ils ont une réunion de cercle qu'ils décident de ne pas annuler, sauf quatre personnes : trois filles et un mec. Les trois filles vont quitter la J.C.R. dans les jours suivants, ce qui provoque un conflit dans la J.C.R. de la région parisienne : la tendance trotskiste-désirante adhère au 22 Mars, la tendance Weber-Hocquengheim s'oppose complètement à l'occupation. Krivine dit qu'il faut attendre et voir...

De toute façon, la base de la J.C.R. est quand même dans le mouvement. Elle y restera jusqu'au 10 mai 1968, au moment de la fermeture de la fac de Nanterre.

Quand le Mouvement du 22 Mars va « émigrer » sur Paris, être rejoint par des gens comme July et devenir une véritable structure politique, il y aura contradiction entre la J.C.R. et cette structure politique et ceux de la J.C.R. qui étaient dans le mouvement décident de partir pour s'investir dans les comités d'action. Ce en quoi, personnellement, je les approuve, bien que ce soient des trotskystes...

— C.S. : Comment avez-vous vécu les événements du quartier latin, est-ce que cela vous paraissait étranger à ce que vous viviez à Nanterre ?

— J.-P. D. : Des affrontements avec la police avaient déjà eu lieu lors de manifestations contre la guerre du Vietnam par exemple, mais ce qui nous a surpris surtout, c'était le nombre, l'ampleur des manifestations de 1968.

— C.S. : Quand avez-vous décidé de quitter Nanterre ?

— J.-P. D. : On n'a pas décidé du tout ! Le soir du 2 mai 1968, la fac de Nanterre est fermée. Or, sept personnes doivent passer en conseil de discipline, comme on ne peut pas faire de meeting à Nanterre, on en fait un dans la cour de la Sorbonne.

La fac de Nanterre est fermée, mais pas la cité universitaire. Le débat central qui traverse le 22 Mars, c'est de savoir s'il faut rester à Paris ou rentrer à Nanterre. C'est un débat important car le devenir du 22 Mars s'explique par le fait que c'est un mouvement qui est devenu parisien. C'est l'illustration de la manière dont un groupe qui naît localement avec des rapports de racines et d'appartenance importants, avec des pratiques démocratiques spécifiques se retrouve projeté à Paris sur une scène politique qu'il n'avait pas envisagée avec des gens nouveaux (July et les autres) qui nous expliquent combien c'est important ce qu'on fait, etc. (1).

A partir du 10, 15 mai, les Nanterrois deviennent minoritaires dans le Mouvement du 22 Mars.

Dany, moi et un autre copain, on se tire à Saint-Nazaire à partir du 10 mai. De Saint-Nazaire, Dany est expédié en Allemagne. Il ne remettra plus les pieds en France avant longtemps. En Mai 68, en fait, Dany n'est pas là.

— C.S. : Et pourquoi partez-vous à Saint-Nazaire ?

— J.-P. D. : Ben... parce que c'est les vacances... Non, parce

qu'on retrouve des gens là-bas, des anarcho-syndicalistes et puis parce qu'on en a plein le cul de la presse, du phénomène de leadership de Dany, on est dépassés. Disons qu'en gros, politiquement on n'assume pas — on n'a plus rien sur quoi se reposer, le mouvement anar nous paraît complètement en dehors du coup. Comme on a dit partout qu'il ne fallait pas de chefs,



on laisse les gens se démerder et on s'en va. Non, on n'assume vraiment pas.

— C.S. : Quels rapports avez-vous avec tous les gens qui arrivent de partout dans « Mai 68 », comment perceviez-tu ce qui se passait dans les usines ?

— J.-P. D. : Moi, je suis revenu à Paris vers le 20 mai. Le Mouvement du 22 Mars était devenu un énorme truc politico-affectif sans aucune caractéristique de Nanterre où des gens comme Guattari ou July avaient pris beaucoup de pouvoir. Les discussions tournent autour de la question « Comment le 22 Mars doit-il intervenir ? Quel thème choisir pour la manif suivante, etc., est-ce qu'il faut créer un grand mouvement révolutionnaire, etc. ? » mais on n'a pas d'interventions concrètes sur les quartiers, sauf les copains qui sont restés à Nanterre.

Malgré tout, il y a de plus en plus de monde qui vient au 22 Mars, pas seulement des étudiants, mais des ouvriers, des marginaux. Ils viennent à cause de l'image du « 22 Mars », à cause de ce qu'il représente de radicalité, de rupture, mais aussi à cause de sa convivialité. Tous ces gens-là ne veulent plus retourner dans leur usine. Il y a donc une contradiction entre l'idéologie « ouvriériste » qu'on a tous dans la tête et ces gens qui viennent sans avoir l'intention de retourner dans leur boîte pour distribuer des tracts et organiser des comités de grève. Ils veulent vivre autre chose. Il y a donc une grosse difficulté d'articulation entre ces gens-là du 22 Mars et la lutte dans les boîtes. Quand le lien se fait, c'est avec des gens qui n'ont pas quitté l'usine, grâce aux comités de quartier, aux coordinations, etc. Mais les ouvriers qui viennent au 22 Mars vivent à un rythme tellement différent — avec des assemblées générales où tout le monde peut prendre la parole, on se couche à 5 h du matin, etc. — que des ruptures avec la famille surviennent, certains divorcent en trois jours, c'est le foutoir !

Donc, retourner à la section syndicale à 8 h du matin pour batailler avec la C.G.T. pour savoir comment on occupe, etc., ne correspond plus à la réalité vécue dans le Mouvement du 22 Mars. C'est pour cela que les interventions du 22 Mars dans les usines en grève sont réduites, et c'est pour cela que fin juin, Geismar, July et les autres

décident, après Flins, de faire la Gauche prolétarienne.

— C.S. : Est-ce qu'on peut dire qu'à ce moment-là, le Mouvement du 22 Mars se dissout ?

— J.-P. D. : Ben oui. Il est dissout d'abord par le pouvoir puisque moi et six autres disparaissions sous le coup d'un mandat d'arrêt. Je me déhors du coup. Comme on a dit partout qu'il ne fallait pas de chefs,

— C.S. : Tu reviens à Nanterre après ?

— J.-P. D. : Oui, je reste à Nanterre l'année d'après. Je milite dans le Comité d'action des enquêteurs ou le soutien aux marginaux avec Guattari. En fait, je vais de moins en moins à la fac.

A Nanterre, il y a d'énormes discussions sur la réforme de l'enseignement. Il y a une répression incroyable. Des gens sautent des fenêtres pour échapper à la matraque. Le pouvoir se militarise et se renforce. Les anars disparaissent complètement.

— C.S. : Comment vis-tu cette période, juste après Mai 68, est-ce que c'est une période de recul pour toi ou est-ce qu'un certain nombre de choses continuent ?

— J.-P. D. : Je l'analyse maintenant comme une période de recul, mais sur le moment je ne suis pas du tout déprimé. Dans la mesure où je n'ai jamais fait de la révolution un grand mythe, je me dis : « Bon, j'ai encore 30 ans à vivre alors je continue... ». Dès le mois de juin, avec les anars on essaie d'organiser le rapatriement d'étrangers qui ont été expulsés, pour faire une conférence de presse publique avec la C.N.T. Ça a été un bide complet !

J'ai donc fait l'année scolaire après 1968. Je suis resté quelques années en région parisienne, et ensuite je suis parti en province avec des copains. On cherchait une grande maison pour vivre ensemble et faire des enfants. Pas à cause du retour à la terre — j'étais totalement contre — mais parce qu'on n'avait pas de ronds et qu'en province c'était moins cher.

— C.S. : Ça ne correspond pas à une rupture pour toi ?

— J.-P. D. : Non, la rupture est venue plutôt après. La communauté s'est cassée la gueule. J'ai pas de boulot. Je donne quelques cours à Dauphine, et là je commence à voir l'évolution des gens — dont des gens proches comme ma copine — qui commencent à vouloir passer leur thèse, etc., et moi là-dedans

jours à Saint-Nazaire et dix jours planqué !

Le Mouvement du 22 Mars est un peu à la dérive. Un jour de juin, il convoque une manif au Luxembourg et on se retrouve à quarante, alors qu'on avait l'habitude d'avoir 50 000 personnes chaque fois qu'on appelait à quelque chose !

On décide alors de finir dans la fête, on fait une grande fête à Nanterre, on mime 68 avec charge de C.R.S. et tout, et tout... on disparaît dans un super happening, et Geismar, au fond de l'amphithéâtre, décide de fonder la Gauche prolétarienne.

— C.S. : Comment voyais-tu à l'époque tous ces gens auxquels on a ensuite donné beaucoup d'importance ?

— J.-P. D. : A l'époque, je les voyais très bien. Ils me fascinaient un peu. J'ai même vécu avec eux pendant un mois en voyant moins mes anciens copains. Même si je



savais que Geismar était un bureaucrate, secrétaire du S.N.E.S.U.P., en même temps, c'était Mai 68, on était proches les uns des autres, on faisait la fête ensemble.

Sur le moment, je n'ai rien vu, et puis je me planque juste à ce moment-là. Je me retire à Saint-Nazaire après la dissolution du 22 Mars, puis à l'île de Seing avec une copine dont je suis amoureux — ça se passe bien. Y'a pas beaucoup de masses populaires pour m'emmerder et je retrouve plus ou moins ma famille d'origine : les anars.

j'apparais un peu comme un zombari dont on commence à se moquer

A cette époque, je vais de plus en plus souvent au Pays basque pour des raisons affectives, et un jour je décide de ne pas reprendre le train pour Paris. Là, c'est la rupture.

— C.S. : Sinon, comment vois-tu l'itinéraire des gens comme July et les autres ?

— J.-P. D. : Moi, pour écrire mon livre, j'ai retrouvé 60 à 100 personnes sur les 142 qui ont occupé la fac. Ils n'ont pas du tout l'itinéraire d'intégration qu'on veut leur prêter. Tout ceci est absolument



faux. Dire que les gens de 68 se sont intégrés, c'est occulter complètement les 10 millions de grévistes qui, quand même, dans l'ensemble ne sont pas... ministres ! Et parmi les étudiants, c'est la même chose. Il y avait encore, en plein Mai 68, des étudiants qui passaient leurs examens, faut pas rêver, ils n'étaient pas tous dans le mouvement.

Donc, parmi la génération 68, on a pris des leaders pour montrer qu'ils étaient devenus ceci, cela, alors que, la plupart des gens de 68 — militants ou pas — sont devenus ce que deviennent les gens en général. Par exemple, parmi la tendance anarchiste, le grade le plus élevé, c'est instit !

La dérive du pouvoir a touché en fait les gens qui étaient déjà comme ça. Ils ont du pouvoir avant Mai 68, avec tout ce qui tourne autour de la guerre d'Algérie, ils en ont pendant 68, ils en auront après. C'est pas pour eux un changement fondamental. Ils crachent aujourd'hui sur l'idéologie tout en disant qu'il faut être « en phase »... être en phase par rapport à quoi, si ce n'est pas par rapport à une idéologie !

Ce qu'il faut savoir, c'est que le seul pays où l'on ne fête pas Mai 68, c'est la France. En Italie, en Angleterre, il y a des tas de colloques, conférences, tous les journaux en parlent. Moi, qui ne suis pas connu, on me sollicite pour aller en Italie, en Espagne. En France, on ne me

demande rien. Tout ce qu'on arrive à dire en France, sur Mai 68, c'est que ça a changé les rapports entre les femmes et les hommes et entre les parents et les enfants.

En fait, si tu parles réellement bien de Mai 68 en France, t'es forcé de parler de la guerre d'Algérie. Si tu parles de la guerre d'Algérie, t'es forcé de parler de la Kanaky. Il y a en ce moment, en France, 500 prisonniers politiques si tu n'oublies pas les Corses, les Basques, les Guedeloupiens, les Canaques. Et puis quand même, 10 millions de grévistes en 68 hein !

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.







## ITINÉRAIRE

## François-Charles Carpentier

François Carpentier est mort le 21 mars de cette année dans sa quatre-vingt quatrième année. Militant anarchiste dès l'âge de 16 ans, puis secrétaire du groupe de Saint-Denis de l'Union anarchiste, c'est avec son ami Ridet (Louis Mercier) qu'il participe, comme combattant, à la révolution espagnole dès juillet 1936. Ridet et Carpentier constituent, avec d'autres militants français, notamment l'ex-capitaine Louis Berthomieu, le Groupe international de la colonne Durruti, ouvert à d'autres anarchistes de toutes nationalités. C'est un aperçu de sa vie d'homme, d'ouvrier, d'anarchiste que nous vous donnons ici.

Lucien Feuillade et Phil Casoar

VOILÀ un homme qui a traversé le siècle, souvent aux premières loges de l'histoire, mais toujours en dehors des rangs. Lorsqu'il retirait sa gilette, découvrant ses cheveux blancs cocassement dressés en toupet rebelle, il se marrait : « Mes cheveux c'est comme moi ; ils ne veulent pas marcher droit. » C'était homme fidèle en amitié, qualité que cultivent les anars. « Sa famille on ne la choisit pas ; ses copains, si. » Anarchiste toujours, il aimait le baroud, prêt à se faire tuer sur place pour ses idées, pour un ami. A la fin de sa vie, il n'était ni amer ni aigri, mais ne se faisait plus guère d'illusions. Son prénom, c'était François-Charles, mais les copains l'appelaient Charlot, simplement.

Vers 1930, Carpentier rencontre Ridet, encore un gamin, mais anarchiste déjà. Entre eux se nouera une indéfectible amitié, dans les organisations anarchistes et au combat. Elle durera plus d'un demi-siècle, jusqu'au suicide de Ridet, en 1977. Celui-ci aura entre-temps adopté une nouvelle identité : Louis Mercier-Vega, journaliste chilien, auteur, ultérieurement, de plusieurs ouvrages politiques sur l'Amérique latine, et d'un livre remarquable, *L'Inceivable anarchisme* (republié cette année, par les éditions Analis).

## Un jeune militant

François Carpentier est né le 28 octobre 1904, à Reims. Son père était ouvrier tisseur. Sa mère, Carpentier ne l'a pratiquement pas connue. Son paternel changeant fréquemment de résidence et de boulot, le gamin passe son enfance en vadrouille dans le Pas-de-Calais. Il a de qui tenir, avec un père spontanément anarcho. « A la maison, racontait Carpentier, on avait deux chats. L'un s'appelait Bonnot, l'autre Valet. Aux élections de 1914, c'est moi qui ai rempli le bulletin de mon père. Il a voté Bonnot. » La Première Guerre mondiale éclate. Carpentier et son père se trouvent en territoire occupé. En janvier 1915, le père est déporté en Allemagne, comme tous les hommes aptes au combat. François alors âgé de dix ans, l'accompagne. Ils sont internés dans un camp de prisonniers en Westphalie. François est bientôt rapatrié en France par la Croix-Rouge et accueilli par l'instituteur d'un petit village du Var. Retrouvé par un oncle grâce au journal des rapatriés, il regagne le Nord, vers juillet 1916, et commence à turbiner dans un atelier de tissage puis de filature. Il a douze ans.

Son père revenu de captivité, il travaille avec lui à déterrer des obus et à reboucher les tranchées. Deux ans plus tard, le voilà galibot aux mines de Bruay-en-Artois, poussant les wagonnets au fond. Mais l'aventure l'attire. Il a déjà lu *Les vagabonds du rail*, de Jack London. Comme lui, il brûle le dur pour aller au Havre, dans l'espoir de s'embarquer pour l'Amérique. Alpagué par un contrôleur, il se retrouve en

cabane. Mineur, il est acquitté, comme « ayant agi sans discernement. » Et le voilà docker à Rouen, puis manutentionnaire aux Halles de Paris. On est en 1924. Carpentier a pile vingt ans, et il commence à militer dans le mouvement anarchiste parisien. *Le Libertaire* vient de devenir quotidien. Tous les matins, avant de tirer le diable aux Halles, Carpentier aide à sangler les exemplaires du *Lib*. En novembre 1924, appelé au service militaire, il



François-Charles Carpentier.

se fâte : ira, ira pas ? Finalement, il y va. On l'expédie en occupation en Allemagne, dans un régiment de tirailleurs marocains. Après ses classes, on l'envoie dans le Sud marocain, face aux rebelles d'Abdel-Krim. Il est nommé caporal mitrailleur. Quand on n'a pas le choix, à l'armée, autant apprendre soigneusement le maniement des armes. Ça peut servir. Ça a d'ailleurs servi plus tard, en Espagne.

## De la démobilisation au Front populaire

Démobilisé en avril 1926, Carpentier revient à Paris. A nouveau, c'est la valse des boulots : magasinier, ouvrier à la chaîne chez Renault, puis Citroën. Trop cabochard, il ne demeure jamais longtemps en place.

En 1930, il apprend le vernissage au tampon. Bien sûr, durant toutes ces années, il poursuit son activité anarchiste, devient secrétaire du groupe libertaire de Saint-Denis, citadelle stalinienne, où règne Doriot. Et il milite dans le mouvement syndical.

L'anarchisme n'est pas alors en période faste. Les libertaires ne sont plus qu'une poignée de militants, dispersés dans diverses organisations qui ne s'entendent pas très bien. Ils restent néanmoins actifs dans toutes les bagarres sociales et font volontiers le coup de poing contre les camélots du roi, les croix de feu, les staliens.

Février 1934, ce sont les émeutes fascistes. La C.G.T., d'où les communistes sont absents, fait appel aux plus actifs de ses adhérents, notamment pour défendre ses locaux contre un éventuel assaut des ligues fascistes. Les anarchistes n'aiment guère Léon Jouhaux, « le pape » de la C.G.T., mais ils sont au premier rang pour défendre la boutique. Carpentier et Ridet notamment passent la nuit du 11 au 12 février, veille de la grève générale décidée par tous les syndicats, à faire le guet à la Bourse du travail, revolver au poing.

à Barcelone la bataille de la rue, les anarchistes avancent en Aragon. On donne à chacun un fusil, un bleu de mécano et une paire d'espadrilles. Sur le front, ils rencontrent Louis Berthomieu, un Français, ancien capitaine d'artillerie, tombé dans la débène, chez les gitans de Barcelone, et qui s'est engagé dans la colonne Durruti. Avec ce personnage pittoresque, Ridet et Carpentier fondent le Groupe international de la colonne Durruti, qui recrute des Italiens, des Allemands, des Bulgares, des Espagnols francisés. Ridet les décrit dans l'un des communiqués qu'il envoie régulièrement au *Libertaire* : « *Proscrits d'Italie et exploités de l'impérialisme français sont venus faire le coup de feu, pour le vieux rêve caressé depuis tant d'années, d'une société libertaire...* » Le groupe se spécialise dans les raids de nuit. Il se bat à Pina del Ebro, à Sietamo, à Farlete. En octobre 1936, il compte deux cent cinquante hommes.

Le 17 octobre, à Perdiguero, au cours d'une attaque nocturne, le groupe est pris en tenaille par la cavalerie marocaine. Beaucoup de compagnons sont tués. Louis Berthomieu se fait sauter à la dynamite pour ne pas tomber aux mains des franquistes. Seuls quelques militants parviennent à s'échapper. Parmi eux, Ridet et Carpentier. Celui-ci, blessé à Sietamo, revenait juste de convalescence, porteur d'une consigne de l'Union anarchiste : ramener Ridet à Paris. On manque de militants pour s'occuper de la propagande en faveur de la révolution espagnole. Ridet sillonne la France, organisant conférences et meetings.

## La révolution réprimée

Carpentier, lui, retourne à Barcelone, fin 1936, comme délégué de l'Union anarchiste auprès de la F.A.I. Durruti vient d'être assassiné, le 20 novembre, à Madrid. La révolution libertaire en Catalogne est déjà menacée, par le gouvernement même, où font la loi les staliens, bien pourvus d'armes, contre argent comptant, par l'Union soviétique. En mai 1937, « républicains » et staliens décident de mettre au pas les anarchistes de la C.N.T.-F.A.I. et les membres du P.O.U.M., petit parti marxiste non stalinien.

A Barcelone, anars et poumistes se rebellent. Des barricades s'érigent à nouveau sur les rambas, comme en juillet 1936. Carpentier participe aux affrontements. Au bout d'une semaine de combats confus, les ministres anarchistes du gouvernement de Madrid demandent à leurs militants de déposer les armes. Les combattants anarchistes engagés au front d'Aragon restent sur place. Un mouvement d'une partie de ces troupes vers Barcelone aurait-il changé quelque chose ? La question reste posée. De toute manière, les troupes de Franco, surarmées par l'Allemagne et l'Italie, avançaient.

Carpentier, comme beaucoup d'autres, est découragé, écœuré. Les staliens ont assassiné notamment le philosophe anarchiste italien Berneri, et le petit-fils du grand pédagogue libertaire Francisco Ferrer. Plus tard, ils exécuteront Andrés Nin, dirigeant du P.O.U.M., après un procès truqué. Les dirigeants anarchistes, pour ne pas briser la singulière unité républicaine, sont sans réaction devant ces drames.

Carpentier rentre en France. Ridet et lui n'ont plus d'illusions :

la révolution libertaire, dans le « bref été de l'anarchie », est terminée. Carpentier continue néanmoins à collecter des armes, qu'il achemine en Espagne, clandestinement, pour les copains.

En novembre 1937, Ridet, Carpentier et quelques autres quittent l'Union anarchiste, après un congrès tumultueux. Ils contestent la ligne de soutien à l'Espagne antifasciste au prix de toutes les concessions, alors que la répression s'aggrave là-bas contre les militants anarchistes. La guerre même avait-elle, pour ceux-là, encore un sens ? L'Histoire allait trancher. La guerre va bientôt prendre fin. Les combattants antifascistes espagnols ne trouveront guère, comme refuges, dans une France d'un Front populaire moribond, que des camps d'internement.

## La guerre

Ce n'est plus alors de la guerre civile espagnole qu'il s'agit mais d'un conflit général en Europe, dans le monde. Partout c'est la débâcle. Chez les anars, face à l'inévitable, on se résigne à la débrouille individuelle. Certains, pacifistes jusqu'au bout, se retrouveront internés dans des camps. Quelques-uns s'évaporeront dans la nature. Carpentier sera mobilisé, comme beaucoup. Il était bien difficile d'échapper au piège.

Quand les troupes allemandes font leur percée dans les Flandres, le régiment de Carpentier se trouve encerclé du côté de Boulogne. Pour éviter d'être fait prisonnier, il quitte son uniforme et brûle ses papiers militaires. Après un périple compliqué, le voilà à Paris, où il reprend son dernier boulot d'avant la guerre, chez Astra, dans les huiles et la chaleur intense.

Carpentier choisit ensuite son rôle dans le grand pataquès d'alors : il se consacrera à des besoins humanitaires. Il travaille d'abord dans les rescos (restaurants communautaires), où il retrouve Louis Lecoin, pacifiste infatigable, arrêté puis interné au début de la guerre, pour avoir diffusé le fameux manifeste *Paix immédiate*.

A partir de 1943, Carpentier rejoint l'ami Félix Guyard au C.O.S.I. (Comité ouvrier de secours immédiat). Il sillonne la France et organise des secours là où la situation, notamment les bombardements aériens, les imposent.

## Le rab

Après la guerre, ce sera encore pour Carpentier le carroussel des trente-six métiers : magasinier chez Solex, menuisier, vernisser au tampon, chauffeur de taxi. Il finira par monter une petite entreprise de transport.

En 1946, il avait retrouvé Ridet-Mercier. C'est à l'ami Charlot que Mercier annoncera son suicide, en lui laissant le soin d'en aviser les copains. Par-delà la mort, la plus fidèle des amitiés subsistait.

La philosophie de François-Charles Carpentier ? Revenu de bien des choses, mais serein, il constatait : « Avec la vie que j'ai menée, je devrais depuis longtemps être mort. Je fais du rab. » Ce rab se termina le 21 mars de cette année. Dans ses derniers moments il murmura : « Pour moi il y a eu la famille et les copains — et l'anarchie. » Voilà tout.

Lucien Feuillade et Phil Casoar

Les intertitres sont de la rédaction.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.



